

Convention collective nationale

IDCC : 403. – **TRAVAUX PUBLICS**

Tome III : ETAM

(4^e édition. – Juin 2003)

ACCORD DU 9 DÉCEMBRE 2004

RELATIF AUX INDEMNITÉS DE PETITS DÉPLACEMENTS

(ALSACE)

NOR : *ASET0550278M*

IDCC : 403

Entre :

La fédération régionale des travaux publics d'Alsace,

D'une part, et

L'union régionale construction bois CFDT Alsace ;

L'union régionale d'Alsace de la CFE-CGC.

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

En application des dispositions du titre I^{er} de l'annexe à l'avenant n° 7 du 14 avril 1976 de l'additif du 14 avril 1976 à la convention collective nationale du 15 décembre 1954 relative aux conditions de travail des ouvriers de travaux publics portant accord-cadre national, le montant des indemnités professionnelles qui constituent l'indemnisation des petits déplacements est fixé comme suit, à compter du 1^{er} janvier 2005 (sauf zone 6), pour les ouvriers non sédentaires occupés par les entreprises de travaux publics du Bas-Rhin et du Haut-Rhin.

Conformément à l'article 4 de l'avenant n° 18 du 24 juillet 2002 à la convention collective nationale ETAM travaux publics du 21 juillet 1965, les valeurs relatives aux repas et transports s'appliquent aux ETAM non sédentaires à compter du 1^{er} janvier 2005 (sauf zone 6).

1. Indemnité de repas : 9,00 €.
2. Indemnités de frais de transport et de trajet :
 - zone 1 : 1,97 € ;
 - zone 2 : 2,60 € ;
 - zone 3 : 3,58 € ;
 - zone 4 : 4,90 € ;
 - zone 5 : 6,00 € ;
 - zone 6 (> à 50 kilomètres) : 7,10 €.

Article 2

Zone 6

Suite à la création d'une zone 6, et afin de permettre aux entreprises de mettre en vigueur cette disposition, il est décidé de fixer son application au plus tard le 1^{er} juillet 2005.

Article 3

Dépôt de l'accord

Le présent accord sera déposé, en 5 exemplaires, à la direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle du Bas-Rhin et remis au secrétariat-greffe du conseil des prud'hommes de Strasbourg (industrie) par la partie la plus diligente, conformément à l'article L. 132-10 du code du travail.

Fait à Strasbourg, le 9 décembre 2004.

(Suivent les signatures.)